

Programme ECOWAS Agricultural Trade (EAT)

Le programme régional ECOWAS Agricultural Trade (EAT) est financé par l'initiative spéciale " Un Seul Monde Sans Faim" du BMZ et mis en œuvre par la GIZ. Il a débuté en janvier 2022 avec un financement de 10 millions d'euros et durera 5 ans. Les principaux partenaires sont la Commission de la CEDEAO à Abuja et les États membres de la CEDEAO. L'objectif principal du programme EAT est de contribuer à l'intégration régionale en renforçant le commerce agricole intra-régional. Les 15 États membres de la CEDEAO sont impliqués dans les activités régionales, tandis que les activités des programmes nationaux et locaux se concentrent sur le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Bénin, le Ghana et le Burkina Faso.

Les défis

Dans la région de la CEDEAO, environ 23 millions de personnes souffrent de malnutrition. La forte croissance démographique, le changement climatique et l'urbanisation rapide accélèrent la demande de nourriture plus rapidement que les gains de production agricole, ce qui signifie que la part des importations alimentaires augmente. La pandémie de Covid-19 et la guerre de la Russie contre l'Ukraine ont récemment mis en évidence les risques liés à la dépendance au marché mondial.

Une coordination régionale plus forte et davantage d'échanges au sein de la région CEDEAO pourraient aider à résoudre ce problème tout en augmentant la productivité agricole.

Cependant, le commerce agricole intra-régional joue actuellement un rôle mineur. Le Nigeria, qui est déjà responsable à lui seul de plus de 50 % de toutes les importations agricoles de la CEDEAO, reçoit moins de 5 % de sa nourriture des autres pays de la CEDEAO, la majorité provenant d'Extrême-Orient et d'Europe.

Le faible volume des échanges entre pays voisins est dû en partie à l'insuffisance des infrastructures, mais aussi aux nombreux obstacles auxquels sont confrontés les commerçants - en particulier les femmes - aux postes frontalières, en raison de l'absence d'une politique commerciale commune pratiquée dans la région de la CEDEAO. Les droits de douane élevés et le chevauchement des réglementations, combinés aux longs délais d'attente, à la corruption et au harcèlement aux postes frontalières, perturbent considérablement la facilité des échanges.

En conséquence, la majorité du commerce agricole transfrontalier dans la région a lieu dans le secteur informel, ce qui le rend difficile à prendre en compte dans les statistiques et les politiques. En définitive, l'intégration économique régionale est importante pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, mais elle est encore incomplète dans la région de la CEDEAO.

Notre approche

Une approche multi-niveau et multi-acteurs est mise en œuvre en collaboration avec la Commission de la CEDEAO, les États membres de la CEDEAO, la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs commerciaux, dans le but de contribuer à l'intégration régionale au profit de toutes les parties prenantes impliquées, en particulier les groupes défavorisés. Cet objectif est atteint en abordant les dimensions politiques, économiques, de genre, climatiques et de sécurité alimentaire et nutritionnelle du commerce agricole régional et en améliorant les conditions institutionnelles et techniques de celui-ci par des mesures de soutien concrètes.

Au niveau macro, cela implique des conseils et un soutien politique pour renforcer le rôle de la Commission de la CEDEAO dans la coordination des politiques commerciales agricoles. Les points focaux de la CEDEAO dans les ministères responsables des États membres sont soutenus dans l'alignement, l'harmonisation et la mise en œuvre des exigences agrocommerciales convenues de la CEDEAO. Le programme soutient également les dialogues public-privé dans lesquels la Commission de la CEDEAO et ses États membres, ainsi que les associations sectorielles et commerciales régionales et nationales, les chambres de commerce, la société civile et les organisations privées s'accordent sur des propositions d'outils numériques spécifiques et d'approches coopératives pour la facilitation du commerce à travers ses dimensions genre, climat et nutrition. Ces mesures seront accompagnées de produits de connaissance fondés sur des données factuelles, tels que des analyses et des études, ainsi que de services de conseil et de facilitation des processus.

Aux niveaux méso et micro, le programme fournit des approches de renforcement des capacités, des services, des conseils et un soutien technique aux organisations régionales et aux autorités nationales pour soutenir la mise en œuvre d'instruments spécifiques



